



Délégation à l'action professionnelle

Paris

14, rue Lord Byron - 75008 Paris

Tel. : 01 40 75 78 97 - Fax : 01 40 75 79 87

dlap@union-habitat.org

NOTE

Date : 08 janvier 2008

Emetteur : Claire Thieffry

A l'attention de : Arcep

Copie à : F Paul, B Mora, D Dujols, J David

Objet : Réponse à la consultation publique : Sur l'accès aux boîtes aux lettres installées dans des immeubles équipés d'un système de contrôle d'accès

-I- Préambule :

L'ARCEP a lancé une consultation publique du 30 Novembre 2007 au 11 Janvier 2008 sur la base de l'article L-5-10 du code des postes et des communications électroniques (CPCE) Article L-5-10 : afin d'assurer la distribution d'envois postaux, le prestataire du service universel et les titulaires de l'autorisation prévue à l'article L-3 ont accès aux boîtes aux lettres des particuliers, selon des modalités identiques et définies par décret en conseil d'Etat, pris après l'avis de l'Autorité de Régulation des communications électroniques et des postes.

La volonté du législateur de consacrer un principe d'accès aux boîtes aux lettres particulières et un principe d'égalité entre opérateurs s'explique par le développement des mesures de fermeture de l'accès des immeubles collectifs.

Il est de ce fait important de rappeler l'évolution du contexte :

De 2000 à 2007 le parc total d'immeubles équipés de système de fermeture est passé de 5 000 à 120 000. Le système Vigik a été mis en place à l'origine pour répondre au problème de sécurisation des halls d'entrée d'immeuble.

Depuis 2000 les projets de privatisation d'immeubles et de résidentialisation se sont développés avec la mise en place de la gestion urbaine de proximité.

La loi du 5 Mars 2007 poursuit cette tendance par la mise en œuvre de nouvelles dispositions relatives à la prévention de la délinquance qui veillent en particulier à la protection des personnes et des biens.



-II- Réponses aux questions posées dans la consultation

Question 1 : Quels commentaires ou informations complémentaires souhaitez-vous apporter à la description ?

Les obligations mises en place par la loi de régulation postale sur les règles d'accès pour les opérateurs postaux et les entreprises de portage de presse, à savoir :

- l'identification des employés affectés à la distribution,
- la mise en œuvre de procédures d'organisation de tournées,
- la mise en place d'un dispositif de mesures de détection et de correction des dysfonctionnements,

ne garantissent pas pour autant la protection des espaces privés affectés à la vie privée des locataires.

Les bailleurs sociaux pour la plupart s'organisent avec leurs prestataires (ascensoristes, prestataires multi services) pour garantir la fermeture des entrées lorsque celles ci sont résidentialisées.

Les gestionnaires et co-propriétaires risqueraient d'être dessaisis en grande partie de leurs prérogatives sur le contrôle d'accès dans un système qui serait établi au niveau national.

Quelle maîtrise restera t-il aux organismes HLM locaux sur les services ?

Les prérogatives de l'ARCEP sont d'abord de gérer la question des priorités postales, cependant elle ne doit pas ignorer les autres aspects liés aux autres intervenants qui doivent avoir accès aux entrées.

Question 2 Quelles sont les caractéristiques opérationnelles d'une activité qui justifient un accès natif ? A quelles activités la pratique des codes pourrait-elle être réservée ?

Les services répondant aux urgences : pompiers, police, pourraient alors entrer dans les accès de type codes natifs car leur activité concerne l'ensemble des locataires, comme les services de type EDF et GDF encore à ce jour.

Les codes natifs seraient à réserver aux activités universelles dès lors que l'on s'adresse à toute une population d'un territoire donné (pays, régions). Par contre dès lors que le service ne s'adresse pas à la totalité de la population d'un territoire donné, on parlera de codes services

Question 3 Quelles mesures sont à envisager pour que les porteurs et colporteurs de presse agissant pour le compte d'une entreprise de presse ou d'une société de portage de presse titulaire de l'autorisation prévue à l'article L3 du code des postes et des communications électroniques puissent exercer leur activité ?



La normalisation européenne s'est efforcée de défendre la théorie de « l'espace défendable » qui établit le principe selon lequel tout le monde a le droit de se trouver dans un espace public, avec pour postulat la nécessité de différencier l'espace public de l'espace semi public et privé de manière à garantir un contrôle social sur les espaces de façon à prévenir la malveillance.

La question mérite d'être étudiée avec les spécialistes des règles de normalisation européenne de manière à ne pas compromettre les investissements réalisés à ce jour et à prendre des dispositions qui soient en cohérence avec de nouvelles directives. La compatibilité de la loi sur le respect de la concurrence est à mettre en relation avec celle sur la prévention de la malveillance

Les horaires de distribution envisagés par les entreprises de presse (entre 2h et 6h du matin, horaire sensible pour les actes de malveillance) peuvent poser des problèmes de sécurité. Il y a risque, en cas de négligence de refermeture par l'agent chargé de la distribution de presse, de provoquer des accès indésirables dans les entrées (trafic et stockage des drogues et autres produits stupéfiants....)

Question 4 : Quelles solutions sont envisageables pour développer une pratique transparente et organisée sur les codes natifs ?

L'organisme Hlm peut créer autant de codes service que de besoin (dans la limite de la centrale installée).

Il est indispensable pour les bailleurs sociaux de conserver des codes services, véritable moyen de traçabilité et de programmation des droits d'accès. La généralisation des codes natifs dans tous les immeubles sur le territoire national entraîne pour le bailleur une diminution de ses moyens d'agir en cas de problème.

Question 5 Comment les codes natifs des systèmes Vigik déjà installés devraient-ils être partagés ou redistribués entre la poste les autres opérateurs autorisés et les porteurs de presse pour respecter le principe d'accès selon des modalités identiques ?

Les moyens de contrôle d'accès proposés diminuent la possibilité de gestion des contrôles d'accès des immeubles par le bailleur.

Le code métier ne permet plus d'identifier le prestataire qui défaille à ses obligations. Le numéro de code par opérateur dans le système en cours ne semble plus applicable dans le nouveau système proposé. **Le système doit permettre de garantir le suivi par les organismes Hlm du contrôle d'accès.**

Question 6 : Quelles autres solutions que le partage ou la distribution de codes natifs existants pourraient être envisagées pour permettre un accès immédiat et sans coût selon les modalités identiques aux opérateurs postaux et aux porteurs de presse



Les organismes perdent en grande partie le contrôle des accès des prestataires disposant d'un code généralisé par métier.

Question 7 Dans quelles conditions les opérateurs postaux ou leurs filiales peuvent-ils utiliser leur accès natif pour d'autres activités de distribution que celles visées par l'article L5-10

Le fait que la Poste et d'autres opérateurs postaux distribuent de la publicité en utilisant leurs badges VIGIK a créé une ambiguïté.

La surabondance de publicités, notamment à proximité de grandes zones commerciales, est un facteur de risque d'incendie.

Question 8 Quelles sont les évolutions souhaitables dans la gouvernance du système Vigik ?

Les travaux européens sur la prévention de la malveillance, la loi de prévention de la délinquance du 5 Mars 2007 engagent les organismes à poursuivre leurs actions de résidentialisation et de privatisation d'immeubles. Par conséquent une réelle réflexion est à mener « sans précipitation » de manière à qualifier les règles d'usage des nouveaux systèmes Vigik mis en place.

Qui doit pouvoir pénétrer dans les immeubles sur certains sites dans un contexte de plus en plus lourd d'insécurité ?

Il convient de permettre aux services d'urgence et de sécurité d'avoir accès aux immeubles sur le principe du respect des personnes et des biens, de chercher d'autres solutions dans l'aménagement des futurs immeubles ou dans le cadre des réhabilitations pour que le courrier arrive à son destinataire final.

Tous les organismes ne pratiquent pas Vigik. Pour les immeubles disposant déjà de Vigik, la question se pose : **les centrales avec 4 codes natifs peuvent-elles suffire à répondre aux besoins ?**

Aujourd'hui nous sommes encore dans une « phase d'investigation », **la maîtrise du contrôle d'accès au niveau local est essentielle.**

Si l'on dissocie les intérêts nationaux des intérêts locaux, il y aura risque de dérive du système Vigik et perte de la maîtrise locale du contrôle d'accès.

Question 10 : Quelles autres formes pourrait prendre un référentiel de bonnes pratiques ? A quelles catégories d'opérateurs ou de prestataires de service devra t-il s'appliquer ?

En son temps l'USH avait proposé une rencontre avec l'AFNOR pour réfléchir sur ce sujet avec les groupes de presse. Le but était d'établir un code « des bonnes conduites à tenir » pour la distribution du courrier. Cette réunion a montré les limites du système VIGIK.

Si ce code de bonnes conduites se met en place, il doit être complété par des moyens de traçabilité et de programmation au niveau local.



Conclusions :

Les attentes de l'Union sociale pour l'habitat par rapport aux prémisses de solutions apportées par le texte de la consultation consistent à ce que le système de code métier ne fragilise pas le système des contrôles d'accès aux immeubles.

Pour tout bailleur social il est essentiel de disposer d'une traçabilité des passages et de pouvoir supprimer les droits d'accès lorsque les règles déontologiques d'usage des lieux ne sont pas respectées.

A défaut de cette prise en compte c'est le développement du système Vigik qui pourrait être remis en cause.